

# Mémoire remis dans le cadre des consultations prébudgétaires 2020 du Comité permanent des Finances et des Affaires économiques de l'Ontario

Janvier 2020

Ottawa, le mercredi 22 janvier 2020

**M. Amarjot Sandhu**

Président

Comité permanent des Finances et des Affaires économiques

Édifice de l'Assemblée législative de l'Ontario, bureau 261

Toronto (Ontario) M7A 1A8

**Objet: Mémoire remis dans le cadre des consultations prébudgétaires 2020 du Comité permanent des Finances et des Affaires économiques de l'Ontario**

Monsieur le Président,

Au nom de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO) et des 744 000 Franco-Ontarien.ne.s qu'elle représente, je tiens à vous remercier de nous avoir donné l'occasion de participer en personne et par voie de mémoire aux consultations prébudgétaires 2020 de votre comité. Nous sommes convaincus que le gouvernement de l'Ontario saura s'inspirer des résultats de cet important exercice démocratique et utiliser son avantage francophone en vue de développer l'économie de notre province.

Les Franco-Ontarien.ne.s sont fier.e.s depuis plus de 400 ans de leur participation à l'essor économique, social et culturel de la province. Elles et ils continueront de le faire dans l'avenir !

Les recommandations contenues dans ce mémoire ont été proposées et adoptées par la communauté. Elles proviennent de motions votées lors des assemblées générales de notre organisme, du Plan stratégique communautaire Vision 2025, de notre document *Prises de position* ou des livres blancs de l'Ontario français.

**Pour une économie franco-ontarienne forte dans un Ontario fort**

L'avenir économique de notre province dépend en partie de sa capacité à saisir son avantage francophone et bilingue. Le français, c'est bon pour les affaires!

Après la proximité géographique, la langue est le deuxième facteur incitant deux états à faire des affaires.

Selon le Conference Board du Canada, le bilinguisme rapporte plus du 12 milliards de dollars en échanges économiques au Québec et au Nouveau-Brunswick, dont neuf milliards uniquement en raison de la connaissance du français.

Au Nouveau-Brunswick, province qui compte environ trois fois moins de francophones que l'Ontario, le bilinguisme rapporte 1,4 milliard de dollars en revenus d'exportations interprovinciales et internationales, en grande partie grâce aux industries de centres d'appels et de services administratifs.

L'an dernier, l'AFO a parrainé le Conference Board pour effectuer une étude sur les avantages économiques du bilinguisme en Ontario. C'était une première étude du genre dans la province. Voici quelques-unes des conclusions de l'étude:

- La présence du français rapporte à l'économie ontarienne 1,4 milliard de dollars en importation et un faible 58 millions de dollars en exportations.
- Près de 83 % de notre commerce international se fait avec les États-Unis, ce qui fait que notre économie est peu diversifiée.
- Le quotient d'échanges avec les états membres de l'Organisation internationale de La Francophonie (OIF) est au négatif.

De plus, une analyse exécutée par l'AFO grâce aux données du gouvernement du Canada montre que l'Ontario exporte pour 2 973 982 808 \$ vers les pays membres de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), alors qu'elle importe pour 13 792 904 929 \$ de ces mêmes états. Un tableau en annexe de ce mémoire vous donnera plus d'informations à ce sujet.

Dans une déclaration de la ministre des Affaires francophones lue en Chambre le 25 septembre 2018, elle disait que « la langue française et notre communauté francophone nous donnent un avantage concurrentiel indéniable que nous devons utiliser efficacement. Dans un monde de plus en plus mondialisé où la diversification des échanges est essentielle, notre province entend promouvoir tous ses atouts, y compris sa francophonie. »

Depuis cette déclaration, la ministre a nommé Glen O'Farrell à titre de conseiller du gouvernement en matière d'économie francophone et elle a entamé une série de consultations avec les gens d'affaires offrant des services en français.

## Recommandation 1

Que le ministère du Commerce international et le ministère des Affaires francophones conçoivent en partenariat un plan d'action visant à stimuler l'économie des entreprises offrant des services en français, tout en se servant de son adhésion à l'OIF comme génératrice d'occasion d'affaires pour l'Ontario.

## Investir dans la santé de nos aîné.e.s

La santé en français, c'est une question de sécurité, de qualité des soins, d'efficience et de rendement du système. Des services en français inadéquats peuvent avoir des effets néfastes sur les aîné.e.s francophones. Par exemple, certaines maladies dégénératives comme la démence peuvent entraîner l'oubli de la deuxième langue d'une personne. De plus, il est reconnu par des études que la variable linguistique a son importance lors de l'établissement de diagnostics.

Il y a un an, le gouvernement de l'Ontario annonçait des investissements importants qui lui permettra d'ajouter 15 000 lits de soins de longue durée sur 5 ans dans l'ensemble de la province et de porter ce total à 30 000 sur 10 ans. Le prochain budget du gouvernement de l'Ontario est une occasion de clarifier sur ce que cet investissement signifie au niveau des lits de soins de longue durée désignés pour la population francophone.

Comme vous pourrez le constater avec ces quelques statistiques que l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario et la Fédération des aînés et retraités francophones de l'Ontario (FARFO) ont répertoriées dans leur *Livre blanc sur le vieillissement des francophones*, l'offre francophone à des lits de soins de longue durée désignés est restreinte, et dans plusieurs régions, inexistante.

- En 2018, le commissariat aux services en français confirmait que les municipalités ont identifié un lit désigné pour 3 400 francophones comparé à la moyenne générale d'un lit pour 170 Ontarien.ne.s.
- Seulement 88 fournisseurs de soins de santé et de longue durée sur les 1 500 existants avaient une désignation.
- À titre d'exemple, la population francophone du Grand Toronto (127 000 personnes) n'a accès qu'à 37 lits de soins de longue durée désignés selon l'organisme Reflet Salvéo.

En plus du nombre de lits, l'exploration de modèles novateurs mieux adaptés aux besoins des francophones, incluant des résidences partagées et des programmes d'appui désignés, est à étudier pour combler certaines lacunes dans les régions rurales et éloignées.

## Recommandation 2

- Que le gouvernement de l'Ontario profite de ses investissements dans les lits de soins de longue durée pour combler les besoins de lits de soins de longue durée désignés.

Ces investissements seraient par ailleurs maximisés en étant intégrés dans une stratégie visant spécifiquement les aîné.e.s francophones comprenant les soins de longue durée, les services de jour et les programmes d'aide aux aidant.e.s naturel.le.s, comme proposé dans le *Livre blanc sur le vieillissement des francophones*.

### Améliorer les services gouvernementaux en français

Capter la variable linguistique sur la carte Santé est un objectif sur lequel l'AFO communique régulièrement avec le gouvernement de l'Ontario depuis 2014. Initialement confirmée par le budget 2017-2018 et adoptée à l'unanimité le 4 octobre 2018 par les parlementaires ontarien.ne.s lors d'une motion, la captation de la variable linguistique sur la carte Santé tarde à se matérialiser.

L'AFO et ses membres réitèrent que l'aboutissement de projet facilitera un système de santé plus performant, de qualité et efficient. Capter la variable linguistique sur la carte Santé permettra :

- de planifier efficacement l'accès aux services en santé, la possession de données probantes est cruciale à la prise d'une décision éclairée.
- d'aider le gouvernement à donner un meilleur service à la clientèle via une meilleure offre active grâce à l'accès à l'information linguistique.
- au gouvernement de l'Ontario de mieux cerner les besoins en matière de formation de professionnel.le.s de la santé pouvant s'exprimer en français.

Le milieu de la santé en français en Ontario appuie ce projet depuis le début. Voici quelques citations entourant l'adoption de la motion déposée et adoptée à l'unanimité par les parlementaires provinciaux.ales sur la captation de la variable linguistique, le 4 octobre 2018.

« L'inclusion de l'identité linguistique sur la carte Santé est une avancée majeure pour les patients et le système de santé. Le Réseau des services de santé en français de l'Est de l'Ontario appuie fortement cette motion, qui permettra de recueillir et d'analyser des données

essentielles à la planification et à la prestation efficaces de services de santé dans la langue des patients. » - Jacinthe Desautniers, PDG du Réseau des services de santé en français de l'Est de l'Ontario

« Pour pouvoir bien planifier les services de santé en français, nous avons besoin des données, avec l'inclusion de la variable linguistique à même la carte Santé. Nous allons enfin avoir accès aux données nécessaires pour faire le travail de planification des services de santé pour les francophones de l'Ontario. » - Diane Quintas, directrice générale du Réseau du mieux-être francophone du Nord de l'Ontario.

« Une bonne planification commence par une bonne source d'information. Finalement, nous aurons accès à l'information nécessaire pour mieux planifier les services de santé en français en Ontario. » - Marcel Castonguay, directeur général du Centre de santé communautaire Hamilton-Niagara.

### Recommandation 3

- Que le gouvernement de l'Ontario s'engage à capter la variable linguistique sur la carte Santé d'ici les 12 prochains mois.

### Pour une atteinte de l'équilibre budgétaire en respect avec la *Loi sur les services en français*

Comme organisme démocratique bâti du bas vers le haut, notamment grâce à son réseau d'institutions et d'organismes situés partout en province, j'ai la chance de parler à plusieurs francophiles et à de nombreux.ses Franco-Ontarien.ne.s de tout horizon.

Pour les 1,5 million d'Ontarien.ne.s pouvant s'exprimer en français, l'accès à des services gouvernementaux en français de qualité est une preuve indéniable de bon service à la clientèle.

De plus, c'est par ses institutions que provient le tissu social et le leadership de la population franco-ontarienne. La francophonie ontarienne, c'est son réseau d'écoles et de collèges. La francophonie ontarienne, c'est sa chaîne de télévision éducative. La francophonie ontarienne, c'est l'ensemble de ses institutions.

Le dernier budget et la dernière mise à jour économique du gouvernement de l'Ontario ont confirmé l'importance des institutions franco-ontariennes. Lors de ces deux exercices financiers, la province s'est engagée à « respecter(a) l'importance des établissements francophones traditionnels en protégeant le financement des principaux programmes du ministère tout en instaurant des efficiences administratives. » De plus, le gouvernement de l'Ontario a conclu une entente de principe avec le gouvernement du Canada afin de financer l'Université de l'Ontario français. Nous sommes d'avis que le prochain budget est l'occasion de réitérer cet objectif.

#### Recommandation 4

- Afin d'assurer le plein respect de la *Loi sur les services en français*, que le gouvernement de l'Ontario assure une perspective francophone dans sa révision des finances publiques et dans sa création de programmes afin d'assurer la pérennité des institutions franco-ontariennes.

### Investir dans les arts et la culture francophones

Le milieu artistique et culturel franco-ontarien comprend un bassin d'artistes, de travailleur.se.s culturel.le.s et d'organismes artistiques et culturels considérables partout en province. Ces intervenant.e.s sont actif.ve.s dans un large éventail de disciplines artistiques, elles et ils participent directement au développement culturel de la province, elles et ils permettent aux Ontarien.ne.s de partager des expériences artistiques et culturelles enrichissantes et elles et ils sont les premier.e.s responsables de la vitalité des collectivités francophones en Ontario. Ce réseau s'est beaucoup diversifié et spécialisé au fil des ans, de sorte qu'il constitue maintenant un écosystème parmi les plus sophistiqués de la francophonie canadienne.

Il compte plus d'une centaine d'organisations, dont des associations artistiques, des centres culturels, des festivals, des salons du livre, des compagnies de théâtre, des centres d'artistes autogérés, des galeries, des maisons d'édition, des librairies, etc.

En plus de contribuer fortement au tissu social franco-ontarien, les artistes franco-ontarien.ne.s participent au développement économique de la province et de leurs communautés respectives. Voici ce que l'Alliance culturelle de l'Ontario, l'organisme représentant le milieu artistique et culturel franco-ontarien, a écrit à ce sujet.

« Selon les données les plus récentes de Statistique Canada, le secteur des arts et de la culture représente 27,5 milliards de dollars, soit 3,7 % du PIB de l'Ontario, et près de 287 000 emplois. Le PIB de notre secteur dépasse celui de l'hébergement et des services de restauration, de l'extraction minière, de l'extraction de pétrole et de gaz, de l'agriculture, de la foresterie, ainsi que de la chasse et de la pêche.

Le milieu des arts et de la culture ontarien fait partie d'un écosystème national. Ainsi, l'Ontario génère 48 % du PIB total du secteur des arts et de la culture au Canada et 41 % des emplois du secteur de la culture du pays. En 2011, la ville de Toronto constatait que pour chaque dollar qu'elle dépensait dans les arts et la culture, ses clients en généraient tout près de 18 autres en investissements d'autres paliers de gouvernement, du secteur privé et en ventes.

Un sondage CROP réalisé tout récemment au Québec a trouvé que chaque fois qu'un spectateur dépense un dollar dans une salle de spectacle, il dépense presque le même montant dans un commerce des environs. Investir dans les arts et la culture génère des revenus et crée des emplois. »

De plus, la Ville du Grand Sudbury affirmait en décembre 2019 recevoir un retour de 7,85 \$ en salaires, taxes et dépenses, pour chaque dollar investi dans les arts et la culture.

Afin d'assurer la vitalité de nos artistes, de bien leur permettre de nous représenter ici, au pays et à l'international, et de leur permettre de contribuer à la vie économique de l'Ontario, nous croyons que le gouvernement de l'Ontario devrait investir dans ce secteur.

L'une des façons de le faire serait de rehausser de dix millions le financement du Conseil des arts de l'Ontario (CAO) afin de le remettre au niveau de 2018. Par ailleurs, je tiens à souligner l'engagement public de la ministre des Industries du patrimoine, du sport, du tourisme et de la culture de tenter de hausser le financement du CAO, une agence du gouvernement envers lequel nos membres artistiques et culturels ont entièrement confiance.

#### Recommandation 5

- Que le gouvernement de l'Ontario investisse dans les arts et la culture francophones, un moyen par lequel nos artistes font briller l'Ontario ici, au pays et à l'international.



Je vous remercie pour toute l'attention portée à ce mémoire. L'Assemblée de la francophonie de l'Ontario est toujours prête à aider le gouvernement dans son objectif de rendre l'appareil plus efficient et plus efficace au niveau du service à la clientèle. Si vous souhaitez obtenir de plus amples renseignements ou si vous avez des questions ou des commentaires, je vous invite à contacter l'analyste politique de l'AFO, Bryan Michaud, au 613-744-6649, poste 130, ou par courriel à [bmichaud@monassemblee.ca](mailto:bmichaud@monassemblee.ca).

Veillez agréer, Monsieur le Président, mes salutations distinguées.

*Le président,*



**CAROL JOLIN**

# Annexe A

*Profil de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO)*

L'Assemblée de la francophonie de l'Ontario est l'organisme rassembleur et la voix politique de la francophonie de l'Ontario.

### **C'est aussi**

**384** membres individuels;  
**150** membres associatifs; et  
**23** membres institutionnels.

Une communauté forte de 744 000 francophones vivant dans les quatre coins de la province de l'Ontario

### **Vision**

Un Ontario français, uni dans sa diversité, solidaire dans ses actions et engagé collectivement afin d'assurer son mieux-être.

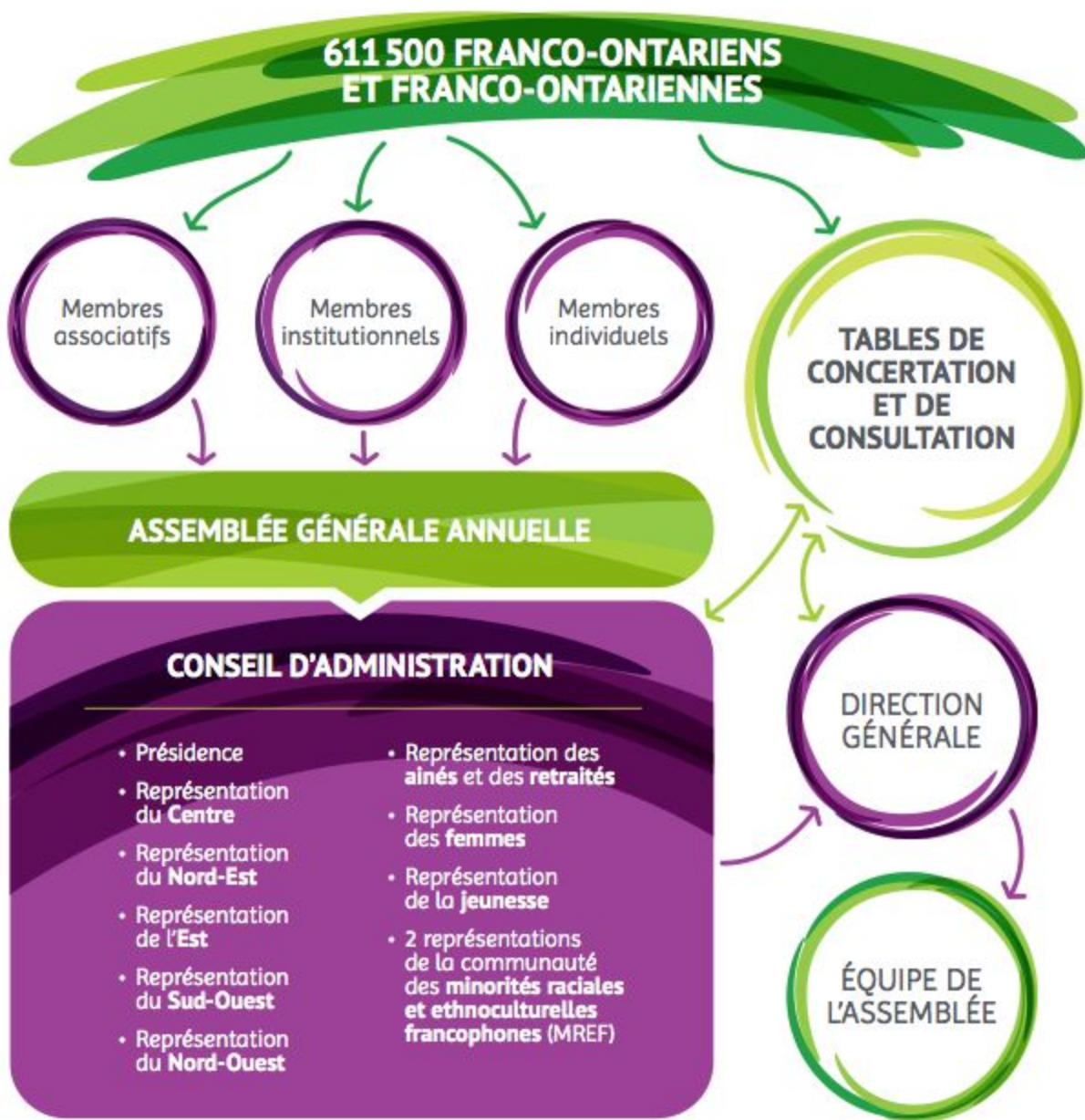
### **Conseil d'administration**

L'AFO est dirigée par un conseil d'administration composé de 11 membres, soit une présidence (Carol Jolin) et :

- 5 représentant.e.s des régions de l'Ontario (Centre : Dominique Janssens; Est : Marie-France Paquette; Nord-Est : Alexi Breton; Nord-Ouest : Claudette Gleeson; Sud-Ouest : Blandine Lesage)
- 1 représentant.e du groupe identitaire « Aîné(e)s et retraité(e)s » (Jacques Héroux)
  - 1 représentante du groupe identitaire « Femme » (Nicole Fortier Lévesque)
    - 1 représentant.e du groupe identitaire « Jeunesse » (Camille Sigouin)
- 2 représentant.e.s de la communauté des minorités raciales et ethnoculturelles francophones (MREF) (Marcel Mukuta Kalala et David Mbaya Kabamba)

### **Nous joindre**

Assemblée de la francophonie de l'Ontario  
435, rue Donald  
Ottawa (Ontario) K1K 4X5  
Tél.: 613-744-6649 ou 1 866 596-4692



# Annexe B

*Échanges économiques de l'Ontario avec les pays et états membres de l'OIF*

# Échanges économiques de l'Ontario avec les pays et états membres de l'OIF

2018 - Exportations et importations de l'Ontario vers les pays membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (Source: bibliothèque parlementaire)

Ce tableau comprend seulement les pays membres de l'OIF, il ne contient pas les provinces membres

Pays	Exportations	Importations	Pays	Exportations	Importations	Pays	Exportations	Importations
<i>Albanie</i>	12 677 083	4 723 919	<i>Grèce</i>	56 110 149	124 394 334	<i>Sao Tomé-et-Principe</i>	575 893	10 192
<i>Andorre</i>	130 552	417 258	<i>Guinée</i>	3 098 100	120 657	<i>Sénégal</i>	5 950 651	1 522 369
<i>Arménie</i>	8 397 676	16 906 295	<i>Guinée équatoriale</i>	1 124 773	250	<i>Seychelles</i>	449 844	273 661
<i>Belgique</i>	943 884 669	2 136 411 151	<i>Guinée-Bissau</i>	51 893	4 105	<i>Suisse</i>	404 368 242	3 545 299 265
<i>Bénin</i>	18 865 584	666 387	<i>Haïti</i>	8 065 224	59 801 213	<i>Tchad</i>	1 057 262	373 496
<i>Bulgarie</i>	106 439 843	87 773 257	<i>Laos</i>	400 543	39 463 912	<i>Togo</i>	6 548 320	163 637
<i>Burkina Faso</i>	4 271 332	210 174	<i>Liban</i>	37 476 401	10 141 707	<i>Tunisie</i>	10 412 709	56 463 490
<i>Burundi</i>	1 408 503	211 920	<i>Luxembourg</i>	54 769 233	62 849 045	<i>Vanuatu</i>	79 719	22 868
<i>Cambodge (Kampuchéa)</i>	64 625 430	388 280 626	<i>Macédoine</i>	2 649 912	24 115 502	<i>Vietnam</i>	165 173 200	3 099 128 090
<i>Cameron</i>	4 900 467	4 539 594	<i>Madagascar</i>	6 621 170	12 889 943			
<i>Cap-Vert</i>	89 834	152 995	<i>Mali</i>	11 743 457	200 922			
<i>Comores</i>	1 023 104	172 074	<i>Maroc</i>	23 611 367	130 835 504			
<i>Congo (anciennement Brazzaville)</i>	9 677 645	1 058 952	<i>Maurice</i>	3 045 322	10 938 628			
<i>Congo (anciennement Zaire)</i>	10 732 539	477 809	<i>Mauritanie</i>	10 440 719	201 050			
<i>Côte d'Ivoire</i>	6 595 183	6 3663 450	<i>Moldavie</i>	1 592 513	8 585 421			
<i>Djibouti</i>	1 179 398	29 418	<i>Niger</i>	1 175 430	707 912			
<i>Dominique</i>	2 853 885	114 546	<i>République centrafricaine</i>	145 865	102 251			
<i>Égypte</i>	90 254 944	845 513 259	<i>Roumanie</i>	62 199 373	283 248 274			
<i>France</i>	801 066 589	2 768 181 298	<i>Rwanda</i>	856 028	1 054 509			
<i>Gabon</i>	2 712 810	372 529	<i>Sainte-Lucie</i>	2 402 426	115 811			
<b>Total</b>	<b>2 973 982 808</b>	<b>13 792 904 929</b>						